

peuple et culture

numéro 8 - juin 1993

la lettre de

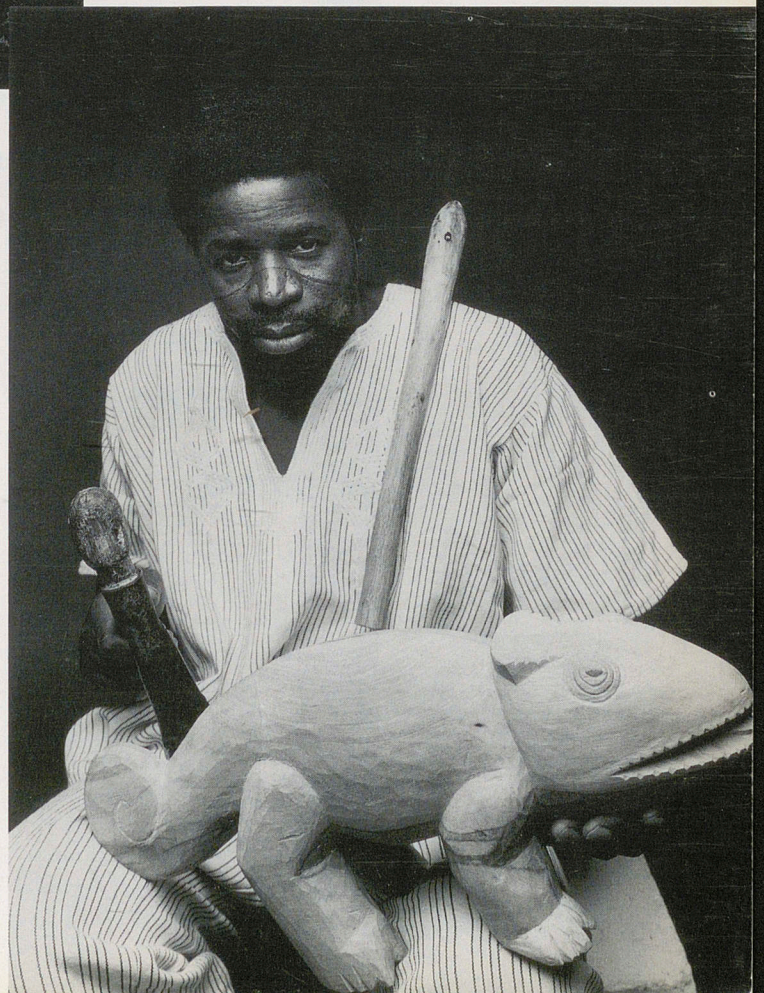
Ne pas désertier...



Walter Barrientos, peintures

"Expo 18"
Peuple et Culture
Languedoc-Roussillon

Bomavé Konaté,
masques bobos et sculptures



EDITORIAL		3
DOSSIER PAROLES	Paroles : Un projet nouveau pour Peuple et Culture	4
REFLETS	A propos de l'exclusion	6 - 10
	Intercommunalité	11 - 14
	Action culturelle en milieu carcéral	15 - 17
	L'expérience d'APP en milieu carcéral	17 - 18
REFLETS REGIONS	Les créations de galeries à Peuple et Culture Haute-Savoie et Languedoc-Roussillon	19 - 20
BREVES		21
POINTS DE VUE	... de Pierre Davreux L'éducation populaire par ses acteurs : un dossier de la revue Territoires	22 - 26 26 - 27

Ne pas désertier...

Exil, solidarité, authenticité, désir, besoin, dignité, projet, résistance...

autant de mots qui impressionnent encore notre mémoire,

une fois tournée l'ultime page de la Lettre.

Ils marquent, au travers de la diversité des thèmes abordés,

l'engagement de ceux qui les ont écrits.

Ils marquent également la volonté de ne pas désertier le champ de la réflexion, de l'analyse et de

la projection, à un moment où il est de bon ton de consommer l'instant présent et de brûler un

peu hâtivement tout ce qui pourrait faire référence à notre histoire sociale.

Ils sont comme autant de grains de sable, dérisoires et fragiles, face au déferlement d'exclusion,

de violence et de haine, mais ils sont aussi comme autant de maillons d'une immense chaîne

de solidarité, de fraternité et d'intelligence.

René
Monségur

Un projet nouveau pour Peuple et Culture

A l'issue de l'Assemblée générale statutaire du 6 février dernier, s'est tenue à Paris une séance de réflexion et d'échange sur la nécessité pour Peuple et Culture de travailler à redéfinir son projet. Cela a donné lieu à diverses contributions, parmi lesquelles celle de Jean Vassileff¹ que nous vous livrons ici².

Rien de plus difficile, pour un mouvement, que de s'inscrire dans la durée. Avec le temps, l'impulsion originelle se perd, les élans contemporains des débuts finissent par s'épuiser et mourir si rien ne vient régénérer leurs énergies défaillantes. Peuple et Culture, mouvement d'éducation permanente, n'échappe pas à la règle.

Deux types d'écueils menacent directement la longévité d'un mouvement. Le premier consiste en une incapacité à évoluer, en une crispation sur les idées, les conceptions en vigueur au moment de sa création. Le mouvement entre alors en danger de se casser à tout instant, victime d'une rigidité exagérée qui le rend incapable d'accompagner les mutations inévitables de l'histoire.

1 - Jean Vassileff est adhérent individuel et administrateur de Peuple et Culture.

2 - Ce document a été conçu lors de la rédaction collective de la charte et distribué aux participants comme un élément à verser au débat.

Le second écueil, à l'inverse, prend la forme d'une trop large propension à s'adapter aux multiples variations conjoncturelles de l'environnement. Dans ce cas, le mouvement risque de disparaître par perte pure et simple d'identité, faute d'avoir su conserver ce qui faisait son originalité.

Au milieu de ces récifs, la marge de manoeuvre est étroite. Un mouvement ne saurait maintenir une certaine pérennité qu'en réussissant la conciliation entre d'une part l'affirmation permanente des valeurs de fond ayant motivé son apparition, et d'autre part la souplesse nécessaire à la prise en compte de l'émergence de valeurs nouvelles.

Peuple et Culture possède la capacité de réunir les paramètres d'une telle conciliation, à condition d'opé-

rer une distinction entre ce qui procède de son *idéologie* et ce qui relève de son *projet*, le projet pouvant se définir comme l'actualisation de l'idéologie dans un contexte historique particulier.

Le manifeste de 1945 s'inspire avec force d'une idéologie résolument humaniste, prônant la démocratie, la liberté, le respect d'autrui, la solidarité, l'égalité. Autant de valeurs immuables qui établissent la permanence du mouvement.

Cependant, le manifeste abrite également l'expression d'un projet dont les éléments propres peuvent paraître difficiles à dégager tant ils sont entremêlés avec les principes d'ordre idéologique. Il s'agit d'un projet parfaitement cohérent avec les caractéristiques de l'époque, un projet de *reconstruction* qui s'imposait après les dégâts et les atrocités engendrés par le second conflit mondial.

Un tel projet se trouvait en fait partagé par la plupart des mouvements socio-politiques de cette seconde moitié du XX^e siècle. La reconstruction était un passage obligé pour une société bouleversée par la guerre. Reconstruction économique, pour la satisfaction des besoins à laquelle chacun aspirait d'autant plus ardemment que les privations du temps de l'Occupation avaient été durement ressenties. Reconstruction politique, destinée à réhabiliter les citoyens dans des droits fondamentaux qui venaient d'être ignominieusement et sauvagement bafoués.

A nouveau contexte historique, nouveau projet

Or, quand il faut reconstruire, les choses sont claires. L'idéal est compréhensible par tous, l'enthousiasme de la création anime les esprits et les discours, les énergies convergent et peuvent se mobiliser au service d'une cause dont l'évidence assure le succès : la croissance.

Mais lorsque tout est reconstruit, que faire ? L'idéal se ternit, l'enthousiasme retombe, la cause perd sa substance. Dans ce nouveau contexte historique, comme l'ensemble des mouvements socio-politiques d'aujourd'hui, Peuple et Culture se trouve confronté à la nécessité d'une redéfinition de son projet.

Il y a, dans le manifeste de 1945, une conscience intuitive de ce basculement d'une logique sociale à une autre. *"Nous devons nous efforcer de tirer le plus grand rendement de nos facultés, de toutes nos facultés. Jamais il n'y a eu moins de place pour le laisser-aller. Il existe une certaine aspiration à la "douceur de vivre" qui est le signe d'une mauvaise santé, d'une diminution de la vitalité"* (page 17). Éloge de l'effort, en complète harmonie avec un projet de reconstruction.

Mais quelques lignes plus loin : *"(Nous voulons) des hommes qui tendent à réaliser intégralement leur condition d'homme. Des milliers de travailleurs, libérés par la machine d'un labeur opprimant, pourront connaître une vie plus pleine. Les loisirs permettront l'achèvement d'une civilisation où l'action pourra être "la soeur du rêve". C'est pour elle que nous nous préparons"*.

Le nouveau projet de Peuple et Culture est là, en germe, enraciné dans l'esprit généreux de la Résistance, qui devait sacrifier le présent pour l'avènement d'un bonheur futur.

De l'ère du besoin à celle du désir

Et bien nous y voici, à ces lendemains qui chantent. Le pays est reconstruit, bien plus, hyper-reconstruit. Le temps est venu, pour les contemporains de l'après-construction, de *"réaliser intégralement leur condition"* d'êtres humains, c'est-à-dire de vivre leur vie en l'organisant moins en fonction des impératifs de leurs besoins qu'à partir des inspirations propres de leurs désirs. Les Trente Glorieuses ont porté leurs fruits. Sachons les cueillir pour en profiter, plutôt que nous laisser empoisonner par leur pourrissement.

Le manifeste parlait de *"travailleurs libérés par la machine d'un labeur opprimant"*, voilà que, parce que les institutions dominantes n'ont pas voulu ou su organiser la diminution du temps de travail, ils se retrouvent opprimés par la machine dans la contrainte du non-labeur. Et parce qu'ils sont souvent synonymes de chômage, les "loisirs" promis tournent au cauchemar.

Par ailleurs, la croissance, pertinente au sein d'une société traumatisée par la rareté, devient incongrue en situation d'abondance. Incongrue et dangereuse. Maintenir le cap de la croissance dans une économie saturée conduit au gaspillage, à la pollution, à l'épuisement de la planète tandis que des peuples entiers souffrent du plus extrême dénuement.

Parvenu aux portes du monde nouveau auquel il

aspirait lors de sa première expression, l'humanisme de Peuple et Culture demande à se retranscrire dans un projet autre, intégrant les acquis antérieurs, mais se donnant un nouvel horizon. L'ère se dessine d'une personne humaine véritablement libre, d'une personne autonome, à savoir :

- authentique, vivant davantage sur la motivation de son désir que sur celle de son besoin.
- capable de décision concernant son propre avenir.
- responsable et lucide devant la modernité.

Pour un acteur social autonome

Peuple et Culture, mouvement d'éducation populaire, peut placer l'idéal d'un acteur social autonome comme visée de son action éducative et culturelle :

- l'authenticité de la personne est loin d'être acquise, et suppose tout un travail pour que chacun, très entraîné à gérer son besoin, devienne apte à connaître et gérer son désir ;
 - une personne qui décide de son avenir est quelqu'un qui participe aux choix de société. À l'heure actuelle, la démocratie est basée sur l'idée de représentation : le peuple confie le pouvoir social à des experts chargés de définir les formes et les conditions de son existence. L'échec et le déclin des institutions sociétales d'aujourd'hui marquent les limites d'un tel système, et encouragent l'aspiration à une démocratie plus directe, fondée sur l'idée de participation active, où les personnes expriment leurs choix et disposent d'un meilleur contrôle sur leurs mandataires. Vaste tâche en perspective pour l'émergence d'une nouvelle citoyenneté ;
 - une personne responsable et lucide se rend à l'évidence que le fonctionnement de l'économie des pays développés se doit d'abandonner le mythe de la poursuite de la croissance, que les modes de consommation demandent à être transformés en profondeur pour permettre la sauvegarde des ressources et de la santé de la planète, ainsi que le développement des peuples défavorisés.
- Voilà qui ouvre un durable chantier d'évolution des mentalités.

Le XXI^{ème} siècle se profile sous le signe du défi. Saurons-nous inventer une société nourrie de l'autonomie de ses membres ? Ou alors, si nous ne savons faire autre chose que reconstruire, devons-nous susciter une énième guerre destructrice pour réamorcer la pompe et relancer l'activité humaine par une nouvelle phase de reconstruction, à supposer qu'il reste des survivants ? Peuple et Culture, mouvement d'éducation populaire, doit peser sur l'orientation des choix.

Sur ce thème
du projet, lire
pages 22 à 26
l'article de
Pierre Davreux

A propos de l'exclusion

La soirée-débat organisée dans le cadre du groupe des adhérents individuels autour du livre de François Dubet et Didier Lapeyronnie¹ a inspiré deux de ses participants : Guy Bonvalot et Jean-Claude Lucien. Entre les pièges de l'exclusion et les solutions envisageables.

Pièges dans les quartiers d'exil

Quand un individu fait des projets, il tient compte de la manière dont ils seraient reçus par les groupes auxquels il appartient (famille, organisations professionnelles, copains, associations etc.). D'ailleurs, la plupart du temps, il s'imprègne des "modèles de projets" qui ont cours. On ne marque sa différence que par des détails. S'il était fondamentalement différent il risquerait d'être marginalisé, rejeté. Alors on fait "comme tout le monde". A moins que l'on ne se révolte. C'est la raison pour laquelle il est difficile, pour un tiers, de comprendre la logique du projet d'un individu sans connaître le contexte dans lequel il a pris naissance. En quelque sorte, le projet est engendré par le milieu social autant que par l'individu. Ce n'est là qu'une autre manière de dire que l'homme est un être social.

Un des éléments essentiels du contexte dans lequel vit l'homme moderne, c'est le *marché*. Le marché est le lieu où se rencontrent l'offre et la demande de biens et de services et où se détermine leur prix. Le marché est en

relation étroite avec les projets parce qu'il fournit les éléments pour les réaliser : la chaîne hifi permet d'écouter de la musique, la voiture permet de voyager, le vidéoscope de réaliser des films etc. Le marché est en quelque sorte un condensé d'une multitude de projets possibles à condition de pouvoir payer.

Ce qui nous semble caractériser la société actuelle, ce n'est pas que les individus manquent de projets, c'est qu'ils sont sollicités en permanence par une multitude de propositions dont ils ne peuvent réaliser qu'une infime partie.

Les désirs sont exacerbés ne serait-ce que parce que tout ce qui est à vendre est en étalage. En outre, la publicité sous ses différentes formes est omniprésente dans notre environnement quotidien. Or, les désirs qui sont exacerbés sont ceux qui sont solvables. La publicité a un coût. Elle n'est mise en oeuvre que lorsqu'elle est susceptible de rapporter plus qu'elle ne coûte. L'offre ne suscite que la demande qui peut être source de bénéfice pour l'annonceur. Cette demande

ne peut donc être satisfaite que moyennant finance. Il faut donc gagner l'argent que l'on désire dépenser. On sait d'ailleurs que c'est là un des ressorts de l'économie capitaliste. La vente à crédit est tout à fait typique à cet égard : l'achat immédiat crée obligation de trouver, dans le futur, les ressources correspondantes. Le besoin d'argent pousse les hommes à travailler.

Il en résulte cette conséquence paradoxale que ceux qui ne peuvent payer peuvent avoir l'impression de ne pas pouvoir avoir les projets qui les tenteraient et donc, à la limite, qu'ils n'ont pas de projets. Les seuls projets à leur portée sont ceux qui ne les intéressent pas. Les modèles de projets les plus valorisés socialement sont ceux qui nécessitent de l'argent. La valeur d'échange tend à se substituer à la valeur d'usage.

Le père de tous les projets : gagner plus

Finalement, le projet père de tous les projets valorisés, c'est de gagner plus d'argent.

« Le modèle identificatoire général que l'institution propose et impose aux individus comme individus sociaux (...) c'est celui de l'individu qui gagne le plus possible et jouit le plus possible. "Gagner" donc, mais gagner ... se trouve maintenant totalement disjoint de toute fonction sociale et même de toute légitimation interne au système ... »²

La prégnance de ce modèle identificatoire se manifeste fortement quand les aspirations les plus

¹ - Les quartiers d'exil, *Seuil*, 1992.

² - Cornélius Castoriadis, "La crise du processus identificatoire", revue *Connexion*, n° 55, 1990.

légitimes ne peuvent être satisfaites faute de moyens. Les individus sont en quelque sorte pris en tenailles et vivent mal la situation dans laquelle ils se trouvent. C'est ce que montrent François Dubet et Didier Lapeyronnie en étudiant le sort des jeunes dans ce qu'ils appellent *les quartiers d'exil*. Le modèle dominant les incite à travailler pour avoir accès aux facilités procurées par une société évoluée. Beaucoup le font d'ailleurs. Mais une forte minorité ne trouve pas de travail. Dès lors, la logique du système se trouve mise en échec. Le "discours" dominant incite à profiter des avantages d'une société techniquement efficace. Mais comme il n'y a pas d'offre de travail, un chaînon manque dans la logique des choses. Les désirs sont excités ; mais les moyens "normaux", réguliers, de les satisfaire font défaut. Etant exclus du travail, certains sont exclus de la consommation. Etant exclus du travail et de la consommation, ils sont exclus d'un jeu social auquel pourtant ils désirent participer.

Les jeunes qui vivent l'exclusion n'ont plus de point de repère. Ils ne comprennent pas une société qui les exclut. Elle paraît "anarchique", "folle", "étrangère". Ils ne se fient plus à des règles et à des principes contradictoires : basée sur le travail et la consommation, elle les exclut de l'un et de l'autre ; affichant des principes d'égalité et de liberté, elle est vécue comme étant raciste et xénophobe.

La désorganisation sociale engendre une désorganisation des conduites dont la manifestation typique est la galère. « Galérer c'est ne pas savoir comment utiliser son temps, c'est être engagé dans des relations fugaces, chercher un emploi sans vraiment en chercher, être délinquant sans l'être véritablement. »³ C'est

aussi avoir des accès de violence imprévisibles mais c'est aussi et surtout vivre dans la honte, être dépossédé de soi-même.

La délinquance dans *les quartiers d'exil* ne résulte pas d'une politique délibérée de transgression. Elle peut se présenter tantôt comme une sorte d'effet mécanique de la désorganisation sociale, tantôt comme une compensation à des frustrations vécues comme étant imméritées, tantôt comme une manière de vivre et de s'amuser. Pour les jeunes, la plupart du temps, la délinquance n'en est pas vraiment une. Sa répression par la police est donc souvent considérée comme disproportionnée et injuste.

La violence, une rage diffuse aveugle

De même la violence n'est pas organisée, ajustée aux faits qui la provoquent. Elle se produit comme une sorte d'irruption spontanée. C'est une "rage" diffuse aveugle.

« Lors des "rodéos", on ne vole pas les voitures pour se déplacer, on ne les vole pas pour les vendre, on ne vole même pas pour "flamber" dans la ville, mais plutôt pour détruire des objets dont l'existence même engendre la "haine". Le rodéo est gratuit, il est mise en spectacle de la rage et de la destruction, rupture avec la délinquance "intéressée" et conformiste. Le centre social dont les jeunes sont aussi usagers est épisodiquement saccagé, et les vols s'accompagnent de destructions "pour le plaisir". »⁴

Il s'agit donc à la fois d'une délinquance et d'une violence atypiques. On a du mal à en appréhender le sens.

Cette impression d'incohérence

est encore accentuée du fait que la délinquance et la "rage" se mêlent à la honte et au repliement sur soi.

« Le sentiment de honte lié à la réputation de la cité est endossé, l'échec scolaire est vécu comme le produit d'une incapacité personnelle, le chômage est accompagné d'un sentiment de nullité... Les acteurs exclus deviennent "aliénés", s'appliquent à eux-mêmes les catégories et les jugements qui accompagnent leur exclusion. Alors se développent des conduites de retrait apathique, des replis, des dénégations, des silences, le refus de sortir, de voir les autres, le sentiment certain de son échec. Au bout de quelques mois de galère, bien des jeunes ne tentent plus rien, ni de nouvelles études, ni une recherche d'emploi, ils refusent de s'engager dans des situations et des démarches qui, selon eux, ne pourront se conclure que par un nouvel échec, une nouvelle dévalorisation de soi. »⁵

« Dominés par leurs problèmes personnels, ils attendent de leurs copains, des services sociaux et des enseignants reconnaissance et protection. Enfermés dans un sentiment de honte, ils se retrament sur un petit groupe et une petite vie, se sentent incapables de se motiver tout seuls afin d'entreprendre une formation ou de chercher un emploi. Parfois même ils ne sont pas en mesure de quitter seuls l'univers familier de la cité. Les travailleurs sociaux et les enseignants connaissent bien ce monde apathique, cette absence de projet, cette dépendance. Avec eux, il ne suffit pas d'offrir un service, mais il faut créer la demande qui permettra d'utiliser le service. Les échecs personnels et la dévalorisation de soi conduisent les acteurs à se protéger des épreuves, à rester enfermés dans une "niche", à ne

3, 4, 5 - François Dubet, Didier Lapeyronnie, *Les quartiers d'exil*, Seuil, 1992.



➤ pas quitter la cité, la cage d'escalier ou le club du quartier...»⁶
Le piège s'est refermé en paralysant ses victimes.

Ce que cette analyse révèle c'est que le piège résulte du fonctionnement et des valeurs de la société actuelle. Mais il n'est efficace que parce que les membres de la société s'y prêtent. Il y a "assimilation culturelle" de la part des exclus. Les valeurs dominantes ne sont pas suspectées. Les fins sont partagées par les victimes elles-mêmes. Ce qu'elles revendiquent c'est de faire partie des élus, non de modifier le système même qui produit l'exclusion. D'où l'impasse à laquelle on aboutit.

En effet, comme le dit J. Ellul : « quelle conduite peut-on attendre d'un homme qui se considère lui-même comme déchu parce qu'il a fortement intégré les valeurs de ce monde ? »⁷.

Le manifeste de Peuple et Culture de 1945 distinguait bien le militant politique « qui cherche surtout à transformer les institutions » et le militant culturel « qui cherche essentiellement à transformer les hommes ». Mais « les deux actions sont complémentaires » bien que « leurs terrains ne se recouvrent pas nécessairement ».

6 - Les quartiers d'exil.

7 - J. Ellul, *Déviances et déviants*, Eres, 1992.

Guy
Bonvalot

rencontre

Le jeudi 27 mai a eu lieu une deuxième soirée-débat autour du livre *Les arbres de connaissances*. Pierre Lévy a présenté les principes de ce dispositif. Les Parisiens peuvent aller voir fonctionner le logiciel d'application des "arbres de connaissances" chaque mardi à 17 h (Trivium, 23 rue des Lombards, 75004 Paris).

Quels temps, quels lieux ?

Nos bons docteurs sociaux devront revoir leurs prescriptions. Comme le malade de la comédie, leur patient risquerait de se faire "imaginaire". Peut-on mettre en partie cela sur le compte des travers d'un langage travesti, dont la valeur scientifique se serait usée, banalisée, parce qu'elle s'est précédemment trop matérialisée ? ("L'on n'a qu'à parler avec une robe et un bonnet, tout galimatias devient savant...", prétend Molière).

Nous saurons gré à François Dubet et Didier Lapeyronnie d'avoir signifié une rupture dans le titre de leur ouvrage, *Les quartiers d'exil*, en préférant aux termes si malmenés d'*exclusion*, de *relégation*, de *marginalisation*, un mot plus littéraire. L'*exil* suggère bien une expulsion, hors du sol, ex solo, ou hors du siège, ex solio, consentie ou forcée selon Emile Littré qui cite Jean Racine (*Phèdre*, IV, 2) : "Quel temps à mon exil, quel lieu prescrivez-vous ?".

L'exil, d'une certaine manière aussi, est celui des sociologues, découvreurs et annonceurs d'une réalité mouvante qui se déroberait sous eux.

Présentement, l'ambition de susciter chez l'interlocuteur une prise de conscience du mouvement social auquel et duquel il participe ne se réalisera pas. Tout simplement parce qu'il n'y a plus de mouvements sociaux identifiables, du moins

comme "capacité à lier la défense d'intérêts économiques et professionnels à des projets collectifs et des utopies". La société du conflit n'a plus de sens aujourd'hui. Nous voici obligés de constater que nous sommes entrés dans une société (dite à deux vitesses) de la dualité : dehors-dedans. En être ou pas, telle est la question.

Le basculement d'une société dans une autre

De ce point de vue, nous avons l'obligation de réexaminer des éléments d'identification que nous pensions acquis. Par exemple, la crise de l'emploi ne suffit pas, seule, à expliquer la rupture du lien social ; elle induit en revanche ce que l'on continue toujours d'appeler - improprement - la *crise des banlieues*. Il nous faut admettre que nous avons été basculés d'une société dans une autre.

*Rigueur le transmet en exil
et luy frappa au cul la pelle
Nonobstant, qu'il dist :
j'en appelle.*
François Villon.

Jusqu'au début des années 80, le double repérage d'une société nationale (républicaine) et d'une société de classes structurait la représentation d'un ensemble unifié, intégré, au sein duquel un acteur était repérable sous le double aspect d'un être à la fois complexe et rationnel.

Le travail était la valeur centrale. Elle définissait l'individu et lui

désignait sa place. L'idéologie du progrès orientait les efforts d'une société imaginée en développement continu. Le progrès économique générait un progrès social qui, à son tour, conditionnait le progrès individuel. Si on observait des ratés, la protection sociale était largement utilisée comme correctif à des dérapages, des *défauts d'intégration*. Les catégories *momentanément* marginales ou défavorisées (femmes, jeunes, immigrés) devaient, à un moment ou un autre, trouver leur place dans la communauté.

Les institutions, famille, école, syndicat, association, parti, confession, avaient pour fonction de réaliser l'intégration des normes culturelles. Ceux qui venaient d'autres rivages, en apprenant la culture du pays d'accueil, allaient, eux aussi, pouvoir accéder au statut d'individus *libérés*.

La société se trouvait référée à un ensemble national, perçu comme un instrument d'émancipation. A la fin de la représentation, tout spectateur, s'il était de bonne foi, et quel que soit son siège, avait le droit d'applaudir à la performance des acteurs politiques qui, de gauche ou de droite, se répartissaient les tirades, chacun dans son style. Pour la gauche, l'exigence d'une redistribution immédiate pour amener le progrès, tandis que la droite mettait le progrès en exergue, en promettant la redistribution ensuite.

Ce monde-là s'est cassé. A partir des années 80, l'entreprise a dû mobiliser toutes ses ressources dans la compétition internationale. La nécessité économique monopolise la scène par un drame permanent, montrant l'affrontement constant entre les

"compétiteurs" et ceux qui "sont largués". Le succès n'est plus inéluctablement en conséquence d'une meilleure organisation du travail. Le nouveau prolétaire ne s'identifie plus à un projet de transformation sociale : il cherche à survivre.

L'image du progrès s'est brisée. Le monde est marqué par des modes éclatés de domination culturelle. Nous vivons dans une société désintégrée culturellement, où chaque sphère porte sa propre logique.

L'arrière-goût amer du mépris

Assimilés dans ce système, mais à la marge socialement, les "exclus" ont d'autant plus le sentiment qu'ils n'ont aucune possibilité de construire leur vie en tant que personnes, individus singuliers. On n'est rien, on n'existe pas. Seul subsiste l'arrière-goût amer du mépris.

Les quartiers d'exil déclinent de cette manière le double handicap d'une marginalité au plan économique redoublée par l'impossibilité de construire sa propre vie.

Dans ce contexte, nos institutions, notre représentation politique ne fonctionnent plus. L'absence de cohérence entre le discours politique et la vie sociale aboutit à une crise de la représentation nationale. Les hommes politiques ne savent plus parler à des gens qui ne possèdent pas de canaux d'expression, identifiables par eux.

La dissolution des mécanismes d'accès à la citoyenneté produit la violence. Ne subsistent que des identités de territoire construites localement à partir

des cités, dans l'affrontement direct avec les forces de l'ordre et l'ensemble de la société.

La puissance des banlieues ouvrières résidait dans une capacité à lier des problèmes sociaux à un mouvement social assez dynamique pour entraîner un mouvement de la société elle-même ; la question sociale s'est épuisée dans la marginalité et l'exclusion. Les banlieues, territoires de la dualisation, sont devenues des friches hasardeuses, des "marges inutiles", potentiellement agressives. On découvre l'existence de "classes dangereuses" mais déplacées de l'usine vers la ville, et incontrôlables.

La peur de la délinquance et de l'émeute génère des attitudes de repli. On invoque l'urgence d'un retour à la norme, au besoin par la contrainte. On prône le bonheur d'un avant, passablement mythifié en âge d'or. Les intégrismes de partout en appellent à la répression de soi, les tendances politiques les plus réactionnaires à celle des différents, repérés de façon aléatoire. On oublie généralement, dans ce cas, que les immigrés ayant vécu toutes les ruptures et les fractures de la société française, sont d'abord des témoins de notre propre anomie.

Les discours sommaires et simplificateurs requièrent de notre part un état de vigilance accrue. Il serait fortement encouragé dans le cadre d'une vie démocratique locale réelle, aboutissement d'une décentralisation véritable qui ne soit plus seulement institutionnelle et administrative. Le citoyen, à ce niveau, traité en tant que tel, développerait dans cet espace ses capacités de résistance et de création de solidarités, à l'échelle de sa vie.



➤➤ Le conflit des individualismes, existant de façon latente chez chacun - du dedans ou du dehors - devrait pouvoir s'y exprimer, entre ce qui appartient à l'*expressif*, "la personne construite par ses traditions, ses racines et un désir de reconnaissance individuelle", et à la rationalité instrumentale du marché. Réinsérer le conflit au coeur des représentations politiques, c'est un retour à l'ordre. "Retrouver un processus proche de celui qui fut au principe de la question sociale, l'intégration par le conflit", à l'échelle de sa vie.

On conçoit que l'éducation continue à être un enjeu important, dans un contexte nouveau, notamment grâce à l'école, même si celle-ci a changé de fonction sociale, substituant à l'imprégnation des valeurs la redistribution des compétences et la répartition des emplois.

Peut-on identifier d'autres partenaires éducatifs qui contribueraient à la guider vers une transformation en véritable

"entreprise éducative locale" ?

Pour le secteur désormais catalogué comme "non marchand", nos auteurs ne fournissent pas d'indices particuliers, même s'ils développent une critique personnelle dont la plupart des arguments sont connus par ailleurs.

La gestion des stocks d'exclus

L'effacement des militants et des bénévoles a précédé dans les années 60 l'arrivée des professionnels du travail social et de l'animation, chargés de réaliser un maillage par des projets éducatifs et sociaux. Aujourd'hui, on assiste à une politique de "coups" montés par les professionnels : on est passé d'une "gestion des processus d'intégration" à une "gestion des stocks d'exclus".

Une nouvelle mutation n'est-elle pas en train de s'accomplir ? Dans quelle direction ? Comment la reconnaître ? Questions

à l'heure actuelle sans réponse, dans la mesure où nous manquons de points d'analyse. J'aurais tendance, à l'issue d'une soirée riche dans l'échange, suivie de quelques semaines de réflexion, à privilégier des thèmes concernant le territoire de nos interventions. Ne pas exclure la rage et le plaisir de l'expression, mais changer le quotidien par une civilité retrouvée, c'est réinventer un usage des mots pour dire - et non pour masquer, comme on l'a trop fait ces derniers temps - un quelque chose de soi sur lequel on a prise.

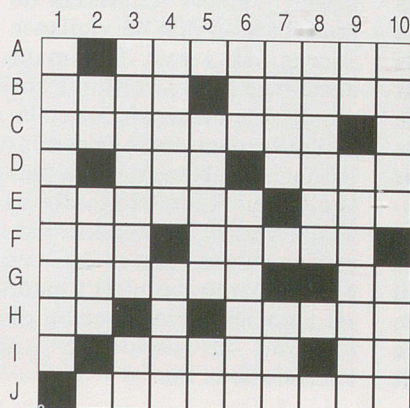
C'est aussi un nouvel usage de la ville comme espace de parole ouverte.

On voit que ce ne sont pas là des sujets neufs. Leur récurrence révèle sans doute à minima des inquiétudes ou des impatiences, en l'absence d'une interrogation plus systématiquement menée sur ce qui constitue le fonds de légitimité où s'assurent nos positions habituelles.

Jean-Claude Lucien

Des mots croisés, pour gagner sa place à l'Université d'été¹

¹ - La première personne qui nous retournera la bonne solution de ces mots croisés aura sa place offerte à l'Université d'été 1993.



Horizontalement :

- A - Qui permet d'élargir notre regard sur le monde.
- B - Choisis. Célèbre quand il est de quat'sous.
- C - Tout membre de Peuple et Culture y passe un jour ou l'autre.
- D - En organisation. In, c'est une méthode d'analyse d'un phénomène.
- E - A PEC, on est convaincu de sa pédagogie. Oreille anglaise.
- F - En forme. On l'est généralement après un décryptage à Baudoin (inversé).
- G - L'Allemagne en compte plus d'un nouveau. Salut étranger phonétique.
- H - On y dort bon marché (initiales). Point commun entre colloque et manqués.
- I - Fait plaisir, donc. En adhésion.
- J - Il peut utiliser les histoires de vie.

Verticalement :

- 1 - Voilà une preuve d'engagement.
- 2 - Initiales d'une association membre de PEC. Il s'apprête à fêter ses trente ans.
- 3 - A PEC, on oeuvre pour sa réalisation. Points cardinaux.
- 4 - Travailla dur. Sigle connu au ministère de l'Agriculture (désordre).
- 5 - Il n'est pas impossible qu'une fête "pecquienne" le devienne ! Avant le déjeuner (abrv. anglaise).
- 6 - Ça va mal quand il monte. Stoppe le cours.
- 7 - Poisson. Démonstratif.
- 8 - C'est affilier en même temps qu'affilié.
- 9 - Fin d'infinif. Un objet de la médiation culturelle.
- 10 - Groupe qui se réunit le lundi à PEC national (inversé). Se jeter à l'eau.

Intercommunalité : le concept d'agglomération, un capital symbolique ?

Peuple et Culture Auvergne a participé à la constitution d'un réseau local ADELS¹.

L'intercommunalité est une des questions traitées dans ce cadre.

L'agglomération ne constitue pas un concept "en soi", mais bien une idée d'organisation sociale, spatiale, économique et culturelle "pour soi" ; l'individu est libre de se positionner par rapport à l'agglomération, et les valeurs qu'il lui attribue ne sont pas forcément partagées par ses concitoyens. La définition même du concept d'agglomération n'est donc pas immuable.

Il convient, pour en parler, de se poser la question suivante : "quelle expérience ma conscience a-t-elle de l'agglomération, et d'elle-même dans son rapport à l'agglomération ?". La connaissance n'est jamais extérieure à la matière qu'elle est censée connaître, et pour pouvoir répondre à la simple question : "qu'est-ce, pour moi, que l'agglomération (clermontoise) ?", on ne peut faire l'impasse d'un détour qui parlerait de nos façons de poser et d'aborder le problème, de décrire la ville et son espace, certes, mais également de développer une conscience quant à notre façon d'en parler.

Dans le cadre de notre problématique, qui est de l'ordre de la "production d'un discours sur l'agglomération", le matériel traité sera constitué par les mots, et non par les objets qu'ils sont censés décrire. C'est le discours qui sera le garant du critère de vérité, qui déclenchera des dynamiques de changements, qui permettra d'affirmer des valeurs.

Mais les conditions de production de nos discours sont elles-mêmes asservies à notre perception du monde : un tel s'appuiera sur une analyse économique ou démographique, un autre sur une image culturelle ou sociale, un troisième sur l'habitat ou la politique.

Dans ces conditions, comment parvenir à la mise en commun de nos compréhensions et appréhensions des choses et des structures ? Il s'agit moins d'expliquer (à la façon d'un naturaliste) que de comprendre (dans un sens phénoménologique).

En ce sens, je propose donc la définition suivante : "l'agglomération représente un capital qui est symbolique".

Qu'est ce qu'un capital symbolique ?

Quand je mentionne l'agglomération, je parle d'une richesse (que je possède ou déplore ne pas posséder).

1 - Association pour la démocratie et l'éducation locale et sociale.



➤➤ Cette richesse accumulée au cours de luttes antérieures, oriente les stratégies ultérieures de ceux qui sont censés la pérenniser, la valoriser, l'utiliser. De la même façon qu'un capital économique est en partie conçu pour fructifier, l'agglomération représente un capital symbolique qu'il convient de faire "travailler".

Par capital symbolique, je signifie (en plagiant P. Bourdieu) un capital qui recouvre le crédit et l'autorité qu'attribuent les autres types de capital (économique, social et culturel). Cette approche me permet d'éviter les dédales du labyrinthe pointilliste des voies d'entrées spécifiques et thématiques (l'emploi, la création industrielle, les tranches d'âge démographiques, la vie culturelle, etc.), et qui, donc, me précipiterait vers une approche ponctuelle soi-disant "objective".

Penser l'agglomération, c'est penser les valeurs que je lui attribue (ce qu'elle représente en tant que capital symbolique), avant de réfléchir à l'amélioration des voies d'accès, aux loisirs des anciens, à l'éducation des jeunes, à l'aménagement du temps libre, de l'habitat, etc.

Penser l'agglomération pour déterminer les valeurs contenues dans son capital symbolique

L'agglomération en tant qu'espace de projection des valeurs individuelles au sein d'un inconscient collectif.

Ce concept est pour partie un des éléments fondateurs de l'identité individuelle rattachée à un sens collectif. Le sentiment d'appartenance communautaire est le résultat apparent d'un tel phénomène. L'inconscient collectif se fonde alors sur des

valeurs symboliques individuelles, projetées au sein d'un espace collectif que définit partiellement l'agglomération.

Il est remarquable de noter le fait que cette identification peut également fonctionner à partir d'images négatives, à partir de "moule en creux" des valeurs attendues (par exemple, une ville lourdement touchée par le chômage pourra représenter un important potentiel de développement symbolique, du fait de l'importance de sa population jeune).

Les grandes familles sémantiques fondatrices du capital symbolique.

Les hypothèses qui suivent ne consistent pas en une liste exhaustive, mais proposent plutôt des pistes de réflexion.

De Vercingétorix aux papes du Moyen Âge en passant par Blaise Pascal, l'image d'une agglomération est l'empreinte des grandes figures historiques qui l'ont construite, à des époques où les différences entre ville, région et département étaient moins présentes. On peut penser que la fonction de ces "patriarches" est de permettre la fondation d'une identité et d'agir aujourd'hui "au nom du père... symbolique". Ce recours devient de plus en plus fréquent, à mesure que l'état de la crise s'accroît : on se retourne alors vers eux pour y trouver des valeurs refuges, pour trouver réponses à nos questions (on en vient alors à évoquer l'esprit combattant gaulois, l'esprit scientifique cartésien dans le cadre des universités, etc.).

Touchant à une époque plus récente, la construction d'une agglomération a permis la production de richesses, basées notamment sur le profit

industriel, le profit politique, ou toute autre forme de domination qui a pu s'instaurer "au nom du bien de l'agglomération". Il est maintenant reconnu que les agents qui sont du côté du pouvoir (symbolique) ont la possibilité de s'attribuer leur propre image, de penser eux-mêmes leur représentation. Ainsi les agglomérations sont-elles soumises à l'empire de ces familles (de la famille Michelin à la famille socialiste). Les exemples ne manquent pas pour montrer que le renforcement du lien, au sein d'une population, s'effectue en invoquant des arguments qui s'appuient sur les concepts de lignée et de parentèle.

Cet indice permet de rappeler qu'une agglomération passe rapidement du statut d'objet à celui de sujet ; on en parlera d'une manière qui rappelle le fonctionnement d'un corps humain : une agglomération sera pétillante, fatiguée, essoufflée. On parlera de poumons vitaux, d'artères et d'asphyxie. Tous ces indices permettront d'apprécier le degré de vitalité d'une entité située au cœur d'un environnement (on parlera également de couleur, de goût et d'odeur caractéristiques d'un ensemble de ville dans un patrimoine limité).

L'agglomération est ce concept qui permet de tracer la limite entre la ville et la campagne ; une zone quasi rurale englobée au sein d'une agglomération sera alors davantage perçue en tant qu'espace vert. Un des capitaux que contient donc l'agglomération est de pouvoir assurer cette fonction discriminante entre la ville et la campagne, entre deux modes différents de socialisation, entre des rythmes de vie différents. Nous pénétrons avec le concept d'agglomé-

ration, dans le brouillard des "ethnocultures", par le fait qu'il englobe des populations aux référents différents. L'agglomération assume cependant une fonction essentielle, qui n'est pas triviale en milieu rural : le maintien et l'entretien du tissu humain.

L'agglomération est aussi un lieu de pouvoir : cette proposition revient à examiner les positions respectives de chacun des acteurs d'une agglomération en termes de pouvoirs, de jeux de pouvoir et de balance permanente entre pouvoir et contre-pouvoirs qui, comme l'a démontré Foucault, font bien partie d'une même réalité.

Une agglomération renvoie toujours des images qui sont construites de toutes pièces et savamment orchestrées (les publicités sont là pour nous les rappeler). Les informations sont alors manipulées, de façon à permettre la construction d'une "hyper-réalité" qui servira de référence lors d'échanges de points de vue, de prises de décisions, etc. Cependant, certains instruments médiatiques (au sens noble) véhiculent des images (et des sentiments) : pensons aux quelques films "phares" qui parlent de Clermont-Ferrand.

Le capital symbolique contenu dans l'agglomération assure donc la même fonction qu'un mythe ; chacun lui attribue la valeur qu'il ressent, chacun se l'approprie dans la conscience de posséder un bien communautaire.

La participation à ce capital ne requiert même pas de présence physique ; trente ans après avoir quitté l'agglomération, quel qu'un se situera toujours en se présentant "de Clermont" (qu'il

soit de la ville ou de ses environs).

L'agglomération fonctionne comme un champ social

Le principe de fonctionnement des champs sociaux, modélisé et théorisé par P. Bourdieu, nous permet de mieux appréhender la réalité d'une agglomération, vue sous l'angle d'une entité développant des lois caractéristiques, réagissant en tant que corps organisé et unitaire malgré la disparité des éléments qui le composent.

La mise à jour de ces lois doit nous permettre de saisir le jeu des relations complexes qui se tissent au sein d'une agglomération et de comprendre en quoi les attitudes parfois contradictoires des différents acteurs participent à une même réalité... en vue de réaliser des intérêts en définitive concordants.

Enfin, mentionnons que le principe de fonctionnement des champs n'est pas uniquement applicable à l'agglomération ; il ne s'agit ici que de "particulariser" une théorie générale.

Loi n° 1 : La structure du champ est constituée par l'état des rapports de force permanents qui s'installent entre les différents acteurs et/ou les institutions qui les hébergent.

Cette première loi nous permet de rappeler que les agissements des individus, bien qu'étant dictés par des principes, peuvent parfois être parasités par des motifs qui visent à maintenir un rapport de force, à "agir contre" plus que de tendre à réaliser ses propres objectifs... la structure d'un champ, c'est avant tout un rapport de force, une lutte.

L'agglomération est donc un *espace de tensions permanentes*, à l'équilibre sans cesse modifiable ; elle n'est pas un concept fixé une fois pour toutes, de façon immuable, mais est soumise à des changements permanents. L'orientation des stratégies de chacun des acteurs est donc conditionnée par une lutte permanente, qui permet de concrétiser la structure du champ.

Loi n° 2 : l'enjeu des luttes au sein d'un champ vise à l'appropriation du capital symbolique qu'il revêt... et donc à l'acquisition du pouvoir.

Les fondements du pouvoir se trouvent dans la reconnaissance d'une autorité spécifique, qui elle-même se base sur la possession d'un capital symbolique.

Les comportements sont dictés par l'envie de s'approprier du capital... ou de garder celui qui est déjà possédé. Différentes études effectuées sur ce thème (de Bourdieu à Foucault en passant par Weber) s'accordent à penser que l'objectif principal des acteurs est d'obtenir le monopole de la "violence légitime", afin de déterminer les règles du jeu de la redistribution du capital symbolique.

Loi n° 3 : la lutte au sein du champ consiste en l'opposition des détenteurs de capital symbolique... et ceux qui n'en ont pas !

Ceux qui monopolisent le capital symbolique, qui manifestent les signes apparents du pouvoir, sont considérés comme des "orthodoxes" et sont inclinés à des stratégies de conservation (du pouvoir, du capital, de l'image de marque, etc.).

Tout "l'art" de ces derniers consiste à "*convertir le capital*"



➤➤ *économique en capital symbolique et produit donc des relations de dépendance économiquement fondées mais dissimulées sous le voile de relations morales* (P. Bourdieu, *Le sens pratique*).

Ceux qui n'en détiennent pas, en général les nouveaux venus, sont enclins à développer des stratégies de subversion : ce sont les "hérétiques".

C'est l'hérésie qui le plus souvent fait sortir les dominants de leur silence et leur impose de produire le discours défensif de l'orthodoxie, visant à réinstaurer l'adhésion silencieuse à la doctrine qui leur a permis d'acquérir du pouvoir jusque là (dans le vocabulaire de Bourdieu, on parle de "doxa", c'est-à-dire de l'ensemble des idées reçues, qui vont de soi... et qui ne sont pas à discuter ni à remettre en question).

Loi n° 4 : cette lutte, bien que réelle, engage cependant les acteurs dans une complicité certaine... hétérodoxes et orthodoxes jouent au même jeu ! Tous les acteurs engagés dans le même champ ont en commun des intérêts fondamentaux : à savoir tout ce qui est lié à l'existence du champ. Il en découle donc une certaine complicité objective, qui dépasse les antagonismes les plus profonds.

Ceux qui participent à la lutte favorisent la reproduction du jeu en contribuant à produire la croyance dans la valeur des enjeux.

Les nouveaux entrants doivent payer un "droit d'entrée" qui consiste en la reconnaissance des enjeux ; bien que voués à des stratégies de subversion, ils se cantonnent d'eux-mêmes dans certaines limites et ne remettent jamais en question les

fondements mêmes du jeu : leur exclusion signifierait la fin du jeu.

Quels enseignements tirer de l'analyse du fonctionnement du champ "agglomération" ?

Ce sont en premier lieu les hommes qui font exister puis vivre une agglomération. C'est "l'humain" qui se trouve être la pièce maîtresse de l'entité "agglomération", de par l'intérêt qu'il y trouve à acquérir du capital. Le capital qu'il en dégage est avant tout symbolique, mais ne peut faire l'impasse de la sphère économique sur laquelle il s'appuie pour faire fructifier l'échelon symbolique.

L'équilibre humain, fonction de l'état des luttes du moment

Les enjeux sont avant tout basés sur des luttes et tensions permanentes, visant à préserver ou s'approprier ce capital symbolique.

Tous les acteurs de ce système clos participent au même processus, d'une façon consciente ou non, les seules règles explicites sont relatives à l'appropriation et à l'augmentation de capital symbolique.

L'équilibre humain, qui conditionne tout le reste, est fondé sur un socle de rapports mouvants, instables, fonction de l'état des luttes du moment.

"Orthodoxes" et "hérétiques" font partie d'une même réalité ; chacun a besoin de l'autre, tant pour exister que pour faire vivre une réalité qui trouve sa manifestation dans le concept de définition de l'agglomération. L'échelon d'implication parti-

culier que représente l'agglomération présente une spécificité qui n'est pas présente à d'autres échelons (la commune, le département, la région) ; cette spécificité réside sans doute dans le fait que l'implication de chacun n'est pas de l'ordre de la politique, mais se situe en amont et se réfère *au* politique.

Le champ social de l'agglomération aide probablement les acteurs à s'engager dans une lutte qui, tout en permettant de poser des problèmes globaux, offre la possibilité d'acquérir rapidement du capital symbolique, de la notoriété, de la reconnaissance.

L'urbaniste, le travailleur social, le responsable associatif, l'architecte, le gestionnaire, etc. trouvent ainsi des lieux d'engagement où il est possible de revendiquer ses principes tant au niveau de sa propre individualité qu'au niveau des compétences particulières que lui confère sa qualification professionnelle.

Le monde des experts et des spécialistes recouvre celui des individus : tout reste possible, le meilleur comme le pire, pour peu qu'on accepte la régularité des règles du jeu, sans jamais remettre en cause leurs fondements.

L'agglomération offre donc un espace ouvert de paroles et d'engagements, qui permettent de se référer au politique tout en engageant sa personne, et relègue au second plan les traditionnels engagements "politiciens".

Michel Gasperin

Ouvrages cités :
Pierre Bourdieu :
Ce que parler veut dire : l'économie des échanges linguistiques, Fayard, 1992 ;
Le sens pratique, Minuit, 1980 ;
Michel Foucault :
Histoire de la sexualité, Gallimard, 1976 ;
Histoire de la folie à l'âge classique, Gallimard, 1976.

L'action culturelle en milieu carcéral

En écho à l'action menée par Peuple et Culture Montpellier en milieu carcéral (voir plus loin l'article consacré à ce travail), nous sommes allés interroger M. Thierry Dumanoir ¹ sur les dispositifs d'accès à la citoyenneté en milieu pénitentiaire.

Il est certain que les propos sur l'exclusion sociale, qu'il s'agisse d'évoquer la situation des chômeurs, des ayants droit du RMI, ou des détenus, sont très majoritairement des propos de techniciens ; qu'à ce titre, ils occultent souvent (usurpent ?) le droit à l'expression de ces publics "exclus", et consolident un système de représentation dont le vocabulaire fabrique plus d'enfermement qu'il n'ouvre de portes nouvelles...

Avez-vous déjà rencontré un jeune qui se déclarerait "stagiaire dans un cursus de remobilisation, dans le cadre d'une action individuelle de redynamisation pour public de bas niveau"... ? Le seul fait de se déclarer "jeune", dans un quartier, c'est déjà en prendre pour 5 ans minimum d'adjectifs associés...

Merci donc à notre invité de la rigueur de ses propos.

Peuple et Culture : Quel est le cadre historique et administratif des actions culturelles en milieu pénitentiaire ?

Thierry Dumanoir - La fonction des établissements pénitentiaires est d'assurer la garde des personnes qui leur sont confiées par l'autorité judiciaire au titre d'une mesure privative de liberté, et ce, dans la perspective de la réinsertion sociale de ces personnes.

Une politique pénitentiaire articulée à une politique de réinsertion sociale s'appuie aussi sur une politique culturelle : c'est ce dont témoignent les protocoles d'accord établis en 1986 et en 1990 entre le Ministère de la Justice et le ministère de la Culture.

Les décisions de réalisation sont arrêtées au niveau local en lien

étroit avec les services déconcentrés de l'Etat (dont la DRAC et la DRSP²), les collectivités territoriales et les acteurs locaux.

Quelle est la place du développement culturel à la Direction de l'Administration pénitentiaire ?

T. D. - La Direction de l'Administration pénitentiaire veille à l'application de mesures et de peines dont la peine privative de liberté, et l'on sait combien celle-ci est prégnante dans l'imaginaire social.

Qu'il s'agisse d'une mesure ou d'une peine, en milieu ouvert ou en prison, la composante éducative qui leur est constitutive - elle est énoncée par des textes législatifs, réglementaires et d'orientations - s'avère être d'autant plus

1 - Thierry Dumanoir est chargé du développement culturel à la Direction de l'Administration pénitentiaire, sous-direction à l'insertion sociale.

2 - Direction régionale des services pénitentiaires.



➤ précieuse que le public concerné est, pour sa grande majorité, en situation de précarité sociale. Ainsi le développement culturel, parmi d'autres, avec l'enseignement, la formation professionnelle, l'éducation physique et sportive... est l'un des éléments qui composent le programme éducatif propre à la mise en oeuvre d'une politique d'insertion.

Qu'est-ce qu'un projet ou programme culturel pour cette

Un indicateur de citoyenneté ?

Les chiffres fournis par l'administration pénitentiaire ont permis de dresser un tableau encourageant de la politique de développement de la lecture menée dans ces établissements. En sept années seulement (1985-1992), 104 prisons sur 183 ont bénéficié de la création ou de la restructuration d'une bibliothèque en accès direct permettant ainsi à chaque personne incarcérée de choisir elle-même un ou plusieurs livres, de consulter sur place et d'emprunter pour la lecture en cellule. Si le nombre de volumes offerts par détenu varie selon le type d'établissement, on constate une forte augmentation des prêts dès que l'accès direct est institué. Ainsi, à la maison d'arrêt de Limoges, on passe de 8 à 40% d'emprunteurs après six mois d'ouverture ; au centre de détention de Muret, de 50 à 400 lecteurs réguliers sur 650 détenus ; à la maison d'arrêt des femmes de Fleury-Mérogis, elles sont 300 lectrices sur 450 détenues. L'offre de lecture s'est de surcroît enrichie grâce à l'aide aux acquisitions : 726 000 F versés par le CNL dont ont bénéficié 40 établissements demandeurs et qui viennent compléter les financements propres du ministère de la Justice. (Source : Direction du livre et de la lecture, Administration pénitentiaire, ministère de la Justice.)

administration ?

T. D. - Le développement culturel doit être entendu au sens où on l'entend au Ministère de la Culture.

Autrement dit, c'est décliner le plus grand nombre de secteurs culturels - livre, spectacle vivant, arts plastiques, musique, patrimoine, cinéma et audiovisuel - selon une diversité de modes d'intervention - diffusion dans tous ces secteurs, résidences d'artistes, formation professionnelle relevant de la culture - à partir de l'identification des centres d'intérêt des détenus ou des probationnaires et en fonction de la capacité de proposition des opérateurs locaux.

Cependant, il convient de préciser que la spécification des publics - hommes, femmes, mineurs - se joue plus sur le repérage de la nature et de la durée des peines et des mesures que sur les caractéristiques socio-démographiques de ces mêmes publics, tant il est vrai que ces contraintes interfèrent directement sur la définition d'un dispositif d'intervention : sa configuration varie selon qu'il s'agit d'un détenu incarcéré 15 jours en Maison d'Arrêt, d'une réclusion criminelle à perpétuité en Maison Centrale ou encore d'une personne faisant l'objet d'un suivi par un Comité de Probation et d'Assistance aux Libertés.

Enfin, un projet culturel abouti est celui qui établit un rapport dynamique entre la faisabilité d'une proposition artistique originale et l'exécution des peines pour les personnes qui y sont impliquées.

Où en êtes-vous par rapport à ce cadre d'orientations générales ?

T. D. - En prison la situation est inégale selon les lieux et les secteurs. Certes, les projets

artistiques au sens où je viens de les définir sont minoritaires par rapport à un ensemble d'interventions qui, reconduites régulièrement, sont souvent plus proches de l'animation socio-culturelle. Cependant, ces programmes s'élargissent progressivement en volume, en diversité et en qualité artistique : d'une politique de lecture publique à la diffusion de concerts, de spectacles vivants, d'expositions, à la création de centres de ressources audiovisuelles...

Petit à petit, nous arrivons à solliciter les opérateurs culturels inscrits dans une dynamique territoriale de telle sorte que les projets instruits par les services déconcentrés de l'Etat soient l'une des composantes de l'offre culturelle municipale, départementale ou régionale. Ce qui induit deux conséquences : l'adresse faite au détenu est de même nature que celle faite à tout citoyen, le projet culturel peut se dérouler sur un continuum qui ne se limite pas à la prison tout en l'incluant : un festival, par exemple, peut accueillir, sur des postes de travail confortant sa logistique, des personnes exécutant une peine et, en même temps, intégrer la prison dans sa logique de diffusion - le Festival des arts de la rue à Aurillac, Banlieues Bleues en région parisienne, l'ont déjà fait.

Pourquoi insistez-vous autant sur une nécessaire qualité artistique des projets ?

T. D. - En effet, cette insistance n'est pas une manie, elle a sa justification... Parce que la prison est une donne imaginaire fantastique, une perspective d'insertion ne peut être ouverte que si l'intervenant renonce à la fascination que constitue la représentation de la prison et du détenu. Sa professionnalité, par

les exigences qu'elle pose à son endroit et à l'endroit du groupe sollicité, le prémunit contre ces mirages : il s'adressera alors aux détenus en tant que sujets et citoyens "réels" et aura à répondre devant ses pairs du travail qu'il a réalisé avec eux. Quant à la population pénale il n'y a aucune honte à savoir qu'elle s'inscrit volontairement dans ces ateliers souvent pour sortir de cellule. Ce qui est construit avec un artiste est d'ailleurs d'autant plus intéressant qu'il y a eu ce passage par une absence de motivation initiale qui s'inverse, la plupart du temps, avec d'autant plus de force. Ce public n'a pas de comptes à régler avec la création artistique alors qu'il en a un avec l'école.

Quel rôle particulier joue la culture au regard de l'offre éducative ?

T. D. - Pour ouvrir un tiers à une perspective d'insertion, il faut qu'il soit attendu au mieux de ce qu'il peut être et non astreint à l'image convenue de sa défaillance, ce qui ne veut pas dire qu'il faille dénier son manquement mais qu'il ne faut pas l'"hystériser". Pour "s'arracher" à un devenir plus souriant, ce tiers doit être considéré à côté d'une répétition qui souvent prend l'allure de la récidive.

La participation à un projet artistique, par l'implication subjective qui lui est conséquente, a, pour chacun, donc aussi pour ces publics, la vertu de chahuter ce qui fait évidence et, par là même, de retrouver un rapport vif à la connaissance.

C'est, d'une certaine façon, le rôle imparti au développement culturel. A condition, toutefois, de ne pas instrumentaliser les artistes sur des problématiques sociales : l'art n'est pas le SAMU du symbolique que l'on

agite lorsque le tissu social prend feu.

Au demeurant c'est, aussi, de ce dialogue de sourds entre une exigence artistique et un souci d'insertion, que sourd une contradiction féconde pour la démocratie.

Quelles sont les prochaines étapes de ce travail ?

T. D. - On peut citer deux directions : d'une part, le développement d'un réseau d'échange d'expériences et de coopération avec des artistes au niveau européen.

D'autre part, la préparation de dispositifs d'intervention culturelle "nouveaux", en ce qu'ils inciteront à aller plus loin dans la réflexion sur la culture et sur la peine.

Interview réalisée par
Catherine Beaumont et Jean-
Rémi Durand-Gasselin.

Peuple et Culture Languedoc-Roussillon : un Atelier Pédagogique Personnalisé (APP) en milieu carcéral

A Montpellier, Peuple et Culture Languedoc Roussillon gère deux Ateliers Pédagogiques Personnalisés, en partenariat avec la mairie, les travailleurs sociaux, l'Education Nationale, la Direction départementale de la Protection judiciaire de la jeunesse. La Maison d'arrêt de Villeneuve-les-Maguelone, proche de Montpellier, compte 600 détenus. En février 1992, une antenne de l'A.P.P. est ouverte à Maguelone, une des quatre actions "A.P.P."

financées par la Direction régionale à la formation professionnelle en milieu pénitentiaire en Languedoc-Roussillon.

En 1992, cette antenne aura reçu 90 auditeurs sur des rythmes de 1 à 4 demi-journées par semaine, pour des actions individualisées de remise à niveau, apprentissages de base, préparation d'examens et initiation informatique.

Dans la Maison d'arrêt, l'information sur l'A.P.P. passe aussi par le journal hebdo-

revues

Rétrovisseur, un trimestriel sur le développement des pratiques audiovisuelles en milieu pénitentiaire, réalisé avec le concours du ministère de la Justice et du ministère de la Culture et de la Francophonie.

Au sommaire du prochain numéro : "Télé-Rencontres à La Santé", "Pratiques en Suisse"...

Abonnement 4 numéros : 100 francs. Vidéo Les Beaux Jours BP 77, 67067 Strasbourg Cédex.

Liralombre, une revue littéraire née aux maisons d'arrêt de Fleury-Mérogis, qui cherche à réaliser un dialogue entre lecteurs et littérature : lecteurs et lectrices, en prison, et ceux du dehors : écrivains ou intervenants occasionnels. Abonnement : "Liralombre", 4 rue Saint-Saëns, 75015 Paris.





madaire, *La feuille d'Hector*, réalisé par les classes animées par trois instituteurs.

En décembre 1992, l'A.P.P. a aussi ouvert à Maguelone un "Point Information Jeunesse", conventionné avec la Jeunesse et les Sports, où il s'agit de fournir tout renseignement ou adresse utile pour préparer une sortie de détention.

Que dire, avec cette brève expérience de quelques mois ? L'A.P.P. et le Point P.I.J. trouvent progressivement leur place parmi les autres offres de travail, de formation, d'ateliers culturels.

"L'angélisme n'est pas une voie d'accès au réel"... et les forma-

teurs et animateurs de l'A.P.P. apprennent la nécessaire rigueur, la précision des systèmes de relation dans l'univers carcéral.

"La perspective d'insertion sociale oblige chacun des acteurs du système pénal à l'égard de tous les autres. Si l'autre nom d'une perspective d'insertion sociale est le respect d'autrui, autrui étant l'autre en tant qu'autre, cette perspective oblige d'abord tout professionnel avant d'obliger le justiciable. A quoi peut-on inviter autrui, que l'on n'ait préalablement et discrètement conquis pour soi-même?"

Sortant de la maison d'arrêt, l'individu originaire de Mont-

pellier pourra poursuivre ses études à l'A.P.P., dans une démarche volontaire. Certains stagiaires l'ont fait. C'est peut-être là un indicateur important : si le projet de l'A.P.P. est aussi d'être un des ponts entre le "dedans" et le "dehors", encore faut-il que l'intervention "dedans" s'adresse de façon juste au citoyen apprenant. C'est là une école de citoyenneté exigeante, pour tous les intervenants et partenaires de l'Atelier pédagogique.

Dans un deuxième temps, l'A.P.P. pourra aussi mieux comprendre et témoigner des immenses besoins ressentis auprès de ces populations carcérales, et rejoindre une réflexion sur l'efficacité de toute action préventive, au regard du coût et du gâchis engendrés lorsqu'on prétend guérir le mal sans s'interroger sur ses racines.

Les citations
sont extraites
de « Notes sur le
développement
culturel en établis-
sement péniten-
tiaire »,
T. Dumanoir,
P. Pottier et G.
Casadamont,
Ecole nationale
d'administration
pénitentiaire
1990.

des chiffres

La population pénale (au 1er mars 1993) :
52 895 détenus dont : 22 388 prévenus (personne détenue dans un établissement pénitentiaire et dont la condamnation définitive n'a pas encore été prononcée), 30 507 condamnés (personne détenue dans un établissement pénitentiaire en vertu d'une condamnation judiciaire définitive).
2 208 femmes, soit 4,2 % de l'ensemble.
Répartition par âge :
1,8 % ont moins de 18 ans,
9,86 % de 18 à 21 ans,
19,14 % de 21 à 25 ans,
24,12 % de 25 à 30 ans,
27,42 % de 30 à 40 ans,
18,28 % de plus de 40 ans.
68,6 % des détenus sont Français, 31,4 % étrangers.

Le travail et la formation professionnelle en milieu pénitentiaire (au 1er décembre 1992) :
21 381 détenus travaillaient ou suivaient une formation professionnelle, soit un taux d'emploi de 44 %. (3 466 détenus suivaient une formation professionnelle).
La formation professionnelle des détenus est financée à 80 % par le ministère du Travail.
Ces formations sont dispensées par : l'administration pénitentiaire (23 %), les GRETA (49 %), l'AFPA (7 %), d'autres organismes (21 %).

à lire

Sorti récemment, sous la direction d'Anna Chapoutot, *L'air du dehors, pratiques artistiques et culturelles en milieu pénitencier*. Ed. Dumay, mars 1993, 150 F, 116 rue du Bac 75007 Paris.

Les galeries Peuple et Culture

A Annecy, Montpellier et Nîmes, trois associations ont créé récemment des galeries d'exposition dans leurs locaux. Pourquoi, avec quels objectifs ? C'est ce que nous avons demandé à deux d'entre elles.

Expo 18 : création d'un espace exposition-animation Peuple et Culture Languedoc-Roussillon

Peuple et Culture Languedoc-Roussillon, depuis son installation avenue de Maurin, disposait de plusieurs espaces - hall et sous-sol - inoccupés. Le pari a donc été fait de transformer ces lieux en espace d'exposition. Ainsi, Peuple et Culture bénéficierait, en plus de ses activités (formations, actions culturelles...) d'une nouvelle forme d'animation en complémentarité avec d'autres projets (accueil dans le cadre des échanges internationaux, diffusion Créasud, revue KGB...), l'exposition étant comme chacun sait un support particulièrement approprié pour provoquer des situations interculturelles, constantes de ses projets en cours.

Une commission intitulée "Expo 18" a donc commencé à se réunir au mois de novembre 91, avec pour objectif de réfléchir sur le concept d'exposition dans un lieu. Quelques permanents et bénévoles ont réalisé un projet visant l'aménagement et l'établissement du programme d'animation du hall d'accueil de Peuple et Culture et de son sous-sol.

Un hall d'exposition est vitrine, fenêtre sur l'association, capable de modifier un environnement et sa fréquentation, et la dynamique de ceux qui y travaillent. D'où l'idée d'investir cet espace pour exploiter toutes ses possibilités et améliorer le quotidien d'un soupçon d'art animé.

"Hall d'exposition" et "Sous-sol" : pour quelques concepts de plus...

Sous-Soul est le nom envisagé pour le lieu souterrain. Le jeu de mot a son importance. Les lieux ont une histoire. Ils sont aussi l'histoire qu'on leur donne. "Soul" en anglais, "âme" en français. Une "sous-âme"... un sous-souffle, une sous-vie. L'expression nomme l'underground, le souterrain évoque le caché, le rare, l'attrayant, le mystérieux, le secret. Outre sa dénomination, le lieu est expressif... Il a déjà une âme. La matérialiser sous diverses formes serait notre objectif. L'espace "Expo 18"

n'existera finalement qu'à partir du moment où il sera occupé.

Faire du hall d'accueil et du sous-sol :

- un lieu de promotion et de valorisation de la jeune création ;
- un espace de sociabilité autour de la création artistique ;
- un cadre d'échanges, de rencontres, d'animation entre la structure PEC LR, ses réseaux et le public ;
- un espace qui insuffle une dynamique transversale à tous les secteurs de PEC LR.

La commission "Expo 18" gère et organise les manifestations. Ce groupe est ouvert à toutes les personnes ayant des projets ou l'envie de s'investir dans la démarche "Expo18". La commission est partie prenante dans toutes les phases de la mise en place des expositions : prospection, préparation, réalisation, diffusion, promotion, évaluation.

Plusieurs expositions ont déjà eu lieu en 1992 : "Le temps de réflexion", photographies de Patric Clanet ; "Expo Paix", peintures de Ahmed Miktar...

L'animation autour des expositions est un choix important pour la commission, celle-ci utilisant le support "exposition" comme un moyen pour mettre en scène d'autres pratiques et de se confronter à d'autres réalisations, d'autres partenaires.

Le Manège Peuple et Culture Haute- Savoie

c'est ludique

Ça s'appelle Le Manège parce qu'en face il y a le manège à chevaux des haras. Ça s'appelle Le Manège parce que ça ne se prend pas complètement au sérieux. Ce n'est pas le musée Guggenheim, ce n'est pas non plus le jardin d'enfants. Le Manège, c'est ludique, ça tourne : quatre expos par an, animées et gérées par des jeunes de 17 à 26 ans pour présenter les créations d'autres jeunes de 17 à ...

Le Manège :
Anne-Sophie
Claus,
Christophe
Chabert, Loïc
Diaz-Ronda,
Aurélien Diaz-
Ronda, Lény
Joubert,
Jérôme Favre.

Le Manège a donné son premier tour de roue le 7 novembre 1992, et tout le monde s'est accordé à dire que c'était un beau bébé. Cette galerie a été l'occasion de redonner vie à la tradition d'expositions à Peuple et Culture Haute-Savoie. En effet, l'idée de créer un lieu ouvert aux jeunes artistes était en germe dans l'esprit des responsables de Peuple et Culture depuis longtemps déjà. L'étincelle est finalement venue du lancement des Projets J, opération du ministère de la Jeunesse et des Sports visant à offrir un financement aux jeunes désireux de mener à bien un projet. Le Manège, ainsi que la revue héliographique *Hélice* et le groupe vidéo "Les jeunes par les jeunes" bénéficient conjointement des subventions de la Direction départementale de la Jeunesse et des Sports et de l'accompagnement de Peuple et Culture Haute-Savoie.

Ces subsides nous ont permis de rénover la salle durant l'été 92 et d'allouer une somme suffisante à la programmation de quatre expositions durant la saison 92-93. Ici, les peintres (en bâtiment) sont aussi les "galeristes", les poseurs d'affiches, les intendants... assumant aussi bien les choix artistiques que le nettoyage de la

salle. L'équipe du Manège est composée de six jeunes - bénévolement bénévoles, faut-il le rappeler - sans compter les nombreuses personnes, collaborateurs occasionnels, qui soutiennent notre action.

A divers égards, la création et la gestion du Manège constituent pour nous une expérience unique. Comment surmonter les difficultés toujours présentes et sans cesse renouvelées qu'implique la conduite d'une telle entreprise ? Outre les problèmes logistiques naturels, la répartition des pouvoirs et des tâches est parfois à l'origine de dissensions, certes inévitables, mais riches d'enseignements. Il s'agit d'autre part d'inscrire l'identité propre au Manège dans la culture annécienne, ce qui constitue l'une de nos préoccupations principales. Eviter l'écueil "alternatif" sans non plus singer les "grands" ; maintenir une structure à la fois souple (sans quoi il n'y a pas de militantisme possible) et responsable dans son organisation ; concilier le souci du grand public et la liberté de nos choix artistiques : autant d'impératifs qui définissent la "mission" du Manège.

Au-delà de la satisfaction que chacun retire à monter des expositions, le point de départ et la finalité du Manège restent de présenter de jeunes artistes qui n'ont pas eu jusque là l'occasion de confronter leur création à un public. Le Manège tente également d'établir des relations privilégiées avec les jeunes qui exposent. Il s'agit de les impliquer autant que nous, tant dans l'organisation du vernissage, que dans l'accrochage ou la promotion. Cette stratégie semble payer puisque les deux premières expositions : Pierre-Olivier Clerc en novembre-décembre 92 et Lény Joubert/Benoît Stéfani en février-mars 93 ont été des succès, les vernissages

allant jusqu'à réunir 200 personnes environ.

Il semble qu'il y ait vraiment une demande en matière d'expositions, pour peu qu'elles sortent des sentiers battus. C'est cette place qu'essaie de tenir le Manège en proposant des vernissages qui sont des fêtes, où des musiciens se mêlent aux peintures, où les gens viennent discuter avec l'artiste, sans discours, sans le côté pompeux et officiel de la chose.

Nous n'avons pas, je crois, d'a priori esthétiques, si ce n'est évidemment nos propres goûts, nos propres inclinations. Mais nous sommes six et différents ! Pour l'instant, peut-être avons-nous privilégié la jeunesse et la fougue d'une peinture en marge de tout intellectualisme, préférant la sincérité et la spontanéité à des œuvres totalement abouties, maîtrisées, mais souvent "froides". Mais nous ne voulons pas être catalogués ! Les trois premiers artistes présentés par Le Manège avaient 24, 20 et 21 ans. Le prochain est photographe, il a 28 ans. Après un certain type de peinture figurative et colorée, proche de l'art brut, nous voulons proposer une œuvre totalement différente, très sombre, souvent abstraite et minimaliste, à la limite du conceptuel. Ce choix ne manquera pas, nous l'espérons, de susciter des réactions parmi le groupe de spectateurs qui se constitue peu à peu autour du Manège.

Nous ne devons pas oublier l'aspect pédagogique de notre démarche : permettre à un public jeune et moins jeune, qui ne fréquente pas forcément les salles de musées et les galeries, d'approcher, de découvrir la création contemporaine. Même si en matière de sensibilisation, il est impératif de rester humble... Ce n'est pas en tout cas la facette la moins intéressante du projet.

Depuis le 15 mai, on peut voir au Manège les "Surfaces sensibles" (photographies en noir et blanc) de Philippe-Liev Pourcelot.

Adresses

Deux changements d'adresses à signaler :
Peuple et Culture
Allier : BP 422, 03107
Montluçon Cédex,
Tél. : 70 03 94 07
Peuple et Culture
Auvergne : 9 rue Sous
les Augustins, 63000
Clermont-Ferrand,
Tél. : 73 31 26 90.

Université d'été 1993

Pendant presque quatre jours - du jeudi 2 septembre 14 h au dimanche 5 septembre 13 h - nous concentrerons nos réflexions sur le thème : "Perspectives internationales, des réalités interculturelles aux enjeux géopolitiques". Cette année, nous nous réunirons à Gourdon, une région touristique et gastronomique. Renseignements et inscriptions : Peuple et Culture, 108 - 110 rue

Saint Maur, 75011
Paris,
Tél. : (1) 43 38 49 00.

Stage Histoires de vie

Peuple et Culture organise à Paris un stage "Histoires de vie" animé par Jean Vassileff. Il se déroulera sur deux semaines : du lundi 13 au vendredi 17 septembre, puis du lundi 4 au vendredi 8 octobre. Renseignements et inscriptions : (1) 43 38 49 00.

Culture

Le samedi 12 juin a eu lieu à Paris une journée sur le thème : "Culture et médiation culturelle". Une quarantaine de personnes étaient présentes et ce fut l'occasion de

nombreux échanges autour des actions culturelles des diverses associations Peuple et Culture. Un document rendant compte des propos tenus lors de cette journée paraîtra à l'automne.

A lire

L'Observatoire des politiques culturelles vient de publier "Action culturelle et coopération intercommunale". Cet ouvrage présente le cadre juridique et historique de la coopération intercommunale. Il expose des résultats d'expériences et propose des hypothèses de travail et des éléments de réflexion aux décideurs et aux acteurs des politiques culturelles. Pour se procurer ce document, contacter la Documentation Française, 124 rue Henri Barbusse, 93308 Aubervilliers Cédex, Tél. : (1) 48 39 56 00.

Alternatives rurales

Le numéro 51 d'*Alternatives rurales* (printemps 93) a pour thème : "Culture et territoires vivants". Il est entièrement consacré à la culture en milieu rural. Parce que la culture et l'économie ne peuvent plus s'ignorer. Parce que le clivage entre culture urbaine et culture rurale s'estompe. Parce que, enfin, le travail sur l'identité est le ressort indispensable de toute action de développement.

A lire encore

Hitler, Auschwitz et l'Europe, essai d'interprétation politique, un ouvrage écrit par Geneviève Decrop, à paraître en septembre 1993 (une co-édition Calmann Lévy-Etannets).

Un projet global pour Peuple et Culture

Les débats qui ont suivi l'Assemblée générale du 6 février portaient, nous en avons rendu compte au début de ce numéro, sur la nécessité de (re)définir un projet pour le mouvement. Ci-dessous le point de vue de Pierre Davreux.

La question posée aux groupes de travail (pourquoi est-il important de définir un projet global pour Peuple et Culture aujourd'hui ?) m'apparaissant comme étant la contraction de deux sous-questions, ma réponse comportera, en conséquence, trois points :

- qu'est-ce qui pourrait être important, aujourd'hui, à Peuple et Culture ?

- qu'est-ce que "définir aujourd'hui un projet global pour Peuple et Culture" ?

- ma position, en tant que membre de Peuple et Culture, aujourd'hui, après 25 ans d'expérience à et hors de Peuple et Culture, dont il faut parfois s'écarter pour lui rester fidèle, en tentant de réaliser ailleurs ce qui y est devenu impossible (un exemple que je connais bien : l'obligation de fait, encore actuelle, d'organiser en dehors de Peuple et Culture l'essentiel des activités de formation permanente ouvrant l'accès aux ressources méthodologiques de "l'entraînement mental" développé à Peuple et Culture, pendant que des équipes régionales font la part belle aux "méthodes de développement cognitif" portées par l'air du temps, sans débat, au titre de notre solidarité avec les "publics défavorisés", comme si ça allait de soi).

Précaution : Il serait sage de ne pas trop nous laisser aller à confondre "important" et "urgent". Il se peut en effet qu'il y ait des choses urgentes mais pas importantes, ou importantes mais pas urgentes, ou encore vraiment importantes et urgentes, sans oublier ces innombrables affaires ni importantes ni urgentes qui nous préoccupent souvent, en toute priorité.

Retour à la question 1, donc : qu'est-ce qui pourrait être important, aujourd'hui, à Peuple et Culture ?

Compte tenu du caractère hétéroclite des programmes, activités et des valeurs proclamées ici ou là dans ce Peuple et Culture fatigué de ne plus trop savoir où il en est et forcé de remodeler ses statuts afin d'éviter que l'éventuelle faillite d'un groupe régio-

nal n'entraîne, mécaniquement, de proche en proche, l'ensemble du mouvement vers sa ruine, il me semble important d'engager résolument, aujourd'hui, le travail de redéfinition de sa finalité. Sans la référence à une finalité clairement énoncée, ceux qui tiennent encore à Peuple et Culture ne pourront s'y ressaisir et tenter de donner une nouvelle chance à leur mouvement.

Nous avons épuisé le crédit accumulé à l'époque où Peuple et Culture était instituant, c'est-à-dire novateur, il y a bien longtemps de cela. Notre notoriété acquise anciennement comme fruit d'une spécificité exigeante ne correspond plus à ce que nous faisons et proposons. L'élan du départ étant consommé, nous ne tenons encore que par la seule inertie des situations dans lesquelles nous nous sommes progressivement installés, parfois même sans plus savoir très bien pourquoi. L'alerte donnée par les experts comptables et autres juristes consultés sur les seuls plans juridique et financier ne fait que confirmer techniquement, chiffres et statuts à l'appui, notre effacement, notre oubli, notre épuisement.

Le choix d'une finalité commune

Il n'y a plus d'illusion à nous faire. Aucune action collective digne de ce nom ne sera encore possible à Peuple et Culture si nous ne nous ressaisissons pas dans le choix d'une finalité commune à partir de laquelle nous pourrions nous réorienter et à laquelle il nous serait enfin donné de nous mesurer, quelle que soit la variété de nos manières de vivre "l'utopie Peuple et Culture" ainsi reformulée. Plus notre finalité sera pointue en tant qu'elle exprimera, dans leur tension, et "notre ambition politique" et notre "intention philosophique", plus elle nous offrira les moyens de donner sens (dans les deux sens du terme : signification et orientation) à l'éventail des multiples activités auxquelles nous nous autoriserons délibérément,

de l'activité sectorielle la plus spécialisée à la pratique la plus ouvertement généraliste.

Acceptant enfin de cesser de croire - au nom même de notre laïcité proclamée dès 1945 - qu'il est possible de faire l'économie du choix d'une finalité "faisant loi", entre nous, en nommant le principe de notre alliance, nous pourrions enfin nous gratifier du plaisir de nous réinventer une pluralité d'objectifs et de démarches ne correspondant pas toujours - heureusement - à ceux auxquels nous nous croyions tenus jusqu'à présent. Recouvrer un peu de liberté de pensée et d'action grâce à l'acceptation du principe de la limite prenant forme dans une finalité débattue, ça ouvre des horizons, ça dégage le ciel, ça délie quelques nouages.

C'est seulement à partir de l'explicitation de la finalité qui importe pour nous, membres, aujourd'hui, qu'un "projet" pourra être envisagé pour Peuple et Culture. Un projet qui serait autre chose qu'un amalgame formaliste d'objectifs, de buts, de tactiques, de moyens, de méthodes, de voyages, de commissions, de conventions, de ronds de jambe, de techniques, d'activités... dont l'articulation et la complémentarité sont rationalisées après coup, souvent sur le mode de l'auto-justification que chacun perçoit bien, mais que peu relèvent, de peur d'être privés, à leur tour, des avantages de la connivence silencieuse - parodie de solidarité - qui caractérise le milieu dans lequel nous manœuvrons. En l'absence d'une finalité définie avec assez de tranchant pour qu'elle puisse être acceptée ou refusée "en connaissance de (la) cause" - chacun pouvant enfin décider de faire avec, ou sans, ou contre Peuple et Culture - l'élaboration d'un "projet global pour Peuple et Culture" ne pourra être que celle d'un projet de sujets remarquablement absents aux engagements qu'ils prendront et aux accords qu'ils passeront entre eux.

L'absence d'une finalité rend impossible la pensée d'une orientation et sa traduction en une perspective repérable d'objectifs et d'activités. Cette absence hypothèque (vous avez dit faillite?), d'entrée de jeu, la pensée d'un projet qui serait autre chose que le gonflage coûteux (vous avez dit faillite?) de ces baudruches de projets dont on nous bassine les oreilles un peu partout depuis pas mal de temps, avec le succès que l'on sait (vous avez dit faillite?).

Sans finalité, Peuple et Culture résonnera tout entier de l'injonction compulsive à construire son, puis ses "projets", secteur par secteur, groupe par groupe, opération par opération, comme cela se fait depuis des années, dans les entreprises, les administrations, les associations, les écoles, les

groupes et les bureaucraties les plus diverses. Il s'y trouve toujours assez de sujets assujettis à cet imaginaire qui leur fait croire qu'ils ne le sont pas parce qu'ils ne se voient pas l'être, pour se flatter réciproquement d'être associés à la marche du monde, et donc pour marcher. Sans finalité, notre activisme trouvera à se relancer encore quelque temps dans la construction harassante d'un projet de projet pour le projet, puisque le risque du choix d'une finalité qui pourrait diviser et limiter aura été évité, une fois encore. Les fins effectivement servies par les pratiques aveugles resteront masquées, pendant qu'intelligences et ressources, toujours plus rares, seront mobilisées par mille objets possibles dont la concrétion tiendra lieu du seul concret digne de notre ressentiment.

Si Peuple et Culture tente de définir "son projet global" sans référence à une quelconque finalité précise, librement débattue et choisie, il ne lui restera, dans un terme assez rapproché, comme cela se fait habituellement autour de nous, qu'à se réac/commoder de l'existant, toujours au coup par coup, sous le prétexte de l'urgence et du bon sens. La proclamation de la générosité de nos intentions ainsi que l'affirmation solennelle de notre indépendance idéologique n'y changeront rien. En tous cas, elles ne pourront servir de principe d'orientation ni compenser l'absence de finalité. Nous resterons dans l'amalgame à peine formalisé de l'à peu près tout et n'importe quoi, jusqu'à la prochaine déprime ou nouveau risque de faillite.

Une valeur toujours d'actualité : la "résistance"

Pour tenter de m'orienter, actuellement, je ne dispose que du "manifeste de 1945", en attendant une éventuelle nouvelle "charte pour Peuple et Culture". Ce déjà vieux manifeste témoigne d'une valeur qui me semble assez centrale et toujours d'actualité : celle de "résistance".

Que pourrait bien signifier cette idée de "résistance", pour un "militant culturel", dans son mouvement épuisé d'osciller entre action, animation, intervention, création, diffusion, formation, coordination, expression, expérimentations culturelles, voire inter-culturelles, pour les plus sérieusement "anthropologisés" d'entre nous, sinon l'invitation à méditer ce que pourraient devenir son action et son Peuple et Culture, si d'aventure il y était fait place à ce que nous pourrions appeler le principe de "résistance culturelle" ?

C'est donc en hommage à cette idée de "résistance" et à cette utopie de "militant culturel" intuiti-





tionnées naguère à Peuple et Culture, que je pense devoir, dans mon propre mouvement, résister à l'obligation d'adhérer de manière croyante à cette religion techno-bureaucratique tout en "projet", "synergie", "stratégie", "défavorisés", "partenariat" et autre "gestion" (y compris de nos besoins et désirs...)¹, s'il apparaissait que le "projet global" devait s'élaborer sans le débat permettant enfin de nous définir une finalité/alliance à partir de laquelle nous pourrions trancher rien qu'un peu, entre nous, pour pouvoir décider de notre avenir.

Va pour la définition d'un projet pour Peuple et Culture, aujourd'hui, si le préalable de la finalité est effectivement pris en compte, au nom de son importance.

Et revoici la question 2 : qu'est-ce que "définir aujourd'hui un projet global pour Peuple et Culture" ?

Restent quelques conditions à remplir, pour que le processus de définition d'un "projet global" ne retombe pas trop vite dans le formalisme ou l'opportunisme dont il vient d'être question et auxquels nous déciderions de résister, par fidélité à nos valeurs fondatrices.

J'en vois trois. Repérons-les provisoirement comme ceci : une condition de connaissance, une condition de volonté et enfin une condition de goût. En d'autres termes, la "construction du projet" me semble devoir prendre appui sur trois opérations d'élucidation ayant chacune une visée propre : la "connaissance", la "volonté", le "goût".

Elucidation de la situation justifiant notre projet d'intervention (condition de "connaissance").

Si par projet il faut entendre la forme construite et située dans le temps de ce que nous nous proposons de faire pour agir sur l'existant en vue de le transformer, nous nous obligeons à engager une étude de la situation existante (à l'interne et à l'externe) jusqu'à identifier puis analyser la problématique à partir de laquelle nous nous autoriserions à traiter, en "connaissance de cause" comme on dit vulgairement, la question déjà ancienne du "que faire ?".

Si nous voulons rompre avec l'aventure à courte vue du coup par coup pilotée par la seule émotion du moment, notre "projet global" d'intervention est à fonder sur une connaissance pas trop improvisée de l'existant. Puisque nous affirmons ne nous laisser guider que par l'ambition d'agir sur les vrais "problèmes" (les réduire, les contourner, les dépasser, les bétonner, les soulever, les déplacer, les trouver, les résoudre, les souligner, les étaler...?), il nous revient en conséquence assez logique de faire le nécessaire pour les "connaître", ces fameux pro-

blèmes.

De cette connaissance, nous pourrions déduire ce qu'il y a lieu de faire et de ne pas faire, pour contribuer à ce "plus" (plus de bonheur, de plaisir, d'autonomie, de sagesse, de conscience, de lucidité, d'irrespect, de créativité, de liberté...?) et à ce "moins" (moins de souffrance, de douleur, d'exploitation, d'humiliation, d'aliénation, d'idéalisme, d'inconscience, de croyance, de domination...?) que devrait normalement indiquer notre finalité.

Se poser comme humanitairement indispensables

Si notre oeuvre apparaît alors avoir quelque spécificité, nous pourrions, en plus, justifier l'existence d'un Peuple et Culture distinct des autres mouvements se posant comme humanitairement indispensables et nous encourager, pour mobiliser, voire détourner, les moyens susceptibles de la servir.

Elucidation du "sens du devoir" qui nous anime, assez pour que nous puissions rendre compte, à nous-mêmes et à nos interlocuteurs, des fondements de notre volonté d'une intervention transformatrice (condition de "volonté").

Forts de l'expérience accumulée depuis près d'un demi-siècle, nous savons que l'action ne peut s'inscrire dans la durée tout en évitant de s'enliser dans sa propre parodie que si ses maîtres d'oeuvre comptent sur d'autres appuis que les seules opportunités et seuls transports pulsionnels du moment. Il serait donc irresponsable de concevoir un "projet global" sans être lucide quant à la condition nécessaire mais non suffisante rarement rencontrée, par les temps qui courent, dans le champ de la vie associative : la volonté de poursuivre, malgré les difficultés, en tenant compte effectivement de la finalité choisie, parfois même jusque dans le détail prosaïque de la maintenance quotidienne.

Mais notre sens du devoir peut-il suffire à porter l'action que nous nous apprêtons à définir sous la forme d'un projet, dans un contexte de relative déprime militante ? Rien n'est moins sûr. Encore nous revient-il d'élucider la morale fondant ce sens du devoir. Car, comme chacun le sait, cette morale qui nous anime est tellement impérative qu'elle nous laisse rarement le temps et le calme intérieur permettant de la penser comme étant bien plus le fruit de notre conditionnement socio-culturel et de la culpabilité profonde qu'il entretient, que le fait de notre choix libre et risqué. Quand bien même accepterions-nous l'idée de l'origine morale de notre sens du devoir, resterait à faire l'essentiel du travail d'éluci-

1 - Toutes notions présentes dans le "projet de chartre pour Peuple et Culture" lancé à l'AG des 5 et 6 février 1993.

dation des fondements de cette volonté de nous donner "un projet" et de nous engager à le réaliser. D'autant plus que notre projet devrait s'afficher explicitement - pour éviter toute confusion - comme étranger à l'actuelle obligation moraliste de "produire du projet" à tout crin et à tout prix, comme si l'exhibition de projets suffisait à garantir la "bonne volonté" de leurs auteurs !

Il nous faudra donc creuser davantage, jusqu'à engager la délibération relative aux paris éthiques - qu'aucun calcul rationnel des nécessités ne pourra jamais valider - sur lesquels nous penserons pouvoir fonder notre morale et, par là, le sens du devoir qui s'en déduit. Peut-être alors nous sera-t-il donné de nous libérer de la sourde obligation d'être les meilleurs et de cultiver l'ambition à peine modeste d'être les moins salauds possible.

Construire "un projet global pour Peuple et Culture" qui ne serait pas (trop) la répétition perverse de ce qui se fait en général autour de nous, implique donc, de mon point de vue, que nous débattions des valeurs/paris éthiques dignes d'être retenus par nous comme pouvant fonder cette morale minimale que nous ferions nôtre de savoir un peu "de quoi elle retourne". Il ne faudra pas nous étonner si, dès que nous aurons donné à percevoir notre morale ainsi réélaborée, nous paraissions plus cyniques que nous le sommes, aux yeux de certains, puisqu'en chemin nous aurions abandonné une bonne part de cet idéalisme que nous partageons, avant, avec eux.

Il va de soi que cette délibération éthique n'aura jamais lieu si le nécessaire n'est pas fait pour qu'une règle forte et explicite nous protège de la censure empêchant habituellement de poser, même à titre de simple hypothèse, que les prescriptions morales vénérées comme étant les plus nobles, à y regarder de près, servent souvent d'arguments pour couvrir les truanderies les plus effrontées. Il est quelques "défavorisés" de par le monde qui en savent quelque chose. L'ignorer ou le dénier reviendrait à nier une seconde fois ceux que beaucoup d'entre nous s'obstinent - et ceci en fait déjà signe - à nommer, par euphémisme joliment moraliste, "les défavorisés".

Elucidation de "ce qui nous pousse à nous vouloir", indépendamment de notre volonté, agents de changement capables de préfigurer sous la forme d'un projet l'action transformatrice à laquelle nous aspirons (condition de "goût").

Reste encore une dimension qui, bien que se profilant dans le filigrane des propos qui précèdent, n'a pas encore fait l'objet d'un développement explicite.

Sans la portance du goût, de l'envie, de l'aspiration à faire quelque chose, l'idée même de

"construire un projet pour Peuple et Culture" ne pourrait émerger et s'articuler de manière audible, comme cela semble être le cas actuellement. Il est donc clair que certains membres de Peuple et Culture ont envie de ce projet d'action. C'est déjà cela. Mais quel est l'objet de ce goût, de cette envie, de cette aspiration ? Le "projet" ou "l'action" désignée par le projet, ou encore les deux : et "le projet" et "l'action" ? Et peut-être même encore les trois : "le projet" et "l'action" et "la situation" créée par l'irruption de la "demande de projet" ? Va-t'en savoir...

Juste une petite précision ici : je préfère la notion de "goût" à celle d'envie ou d'aspiration. Le "goût" a, pour moi, quelque rapport avec l'idée de "savoir", par la médiation de celle de "savourer", en tant qu'elles se tiennent par la main, toutes deux, étymologiquement. Rapportons la "condition de goût" évoquée ici, à la "condition de connaissance" abordée plus haut, nous aurions là l'intuition d'un savoir enfin un tout petit peu praticable d'être résolument plus gai, plus rigolo, à propos de nos affaires, que l'expertise de ces comptables et juristes que nous avons d'ailleurs payés cher pour nous entendre dire, froidement, ce que nous "savions" tristement déjà : que ça ne peut plus durer longtemps comme ça, à Peuple et Culture.

Ce n'est pas tout ! Qu'est-ce qui nous pousse vers cette action de projet d'action ? Quel est cet état de manque ou de déficit qui nous force à nous porter toujours plus avant, parfois même sans qu'il soit donné à notre comptabilité de pouvoir suivre ? Sommes-nous aux prises avec nos besoins ou sous l'emprise de notre désir ? Et lorsque tous s'agitent, s'agit-il vraiment de "nos" besoins et de "notre" désir, sans rapport avec ceux de ces "autres" dont nous nous préoccupons tant ? Ça se complique drôlement dirait Sempé.

Besoin, désir et demande sociale

Imaginons un seul instant - pure hypothèse - que la course aux tuyaux et subventions, justifiée politiquement comme indispensable à la satisfaction des besoins légitimes des publics "défavorisés", ait quelque rapport avec cette énergie pulsionnelle dont s'animent les animateurs-médiateurs-intercesseurs, ne sachant où donner de la tête et du cœur, lorsqu'est infinie la course aux moyens qui satisfaisaient, un jour, enfin, leur propre désir... En d'autres termes, au plus près de l'embrouille : et si la cause de la satisfaction des besoins légitimes des uns - les déjà "défavorisés" - servait, par faveur spéciale, en plus et en pure perte, à aider les autres - ceux qui



➤ veulent aider les premiers - dans leur tentative épuisante de satisfaire ce désir qui les tient d'autant plus qu'ils tiennent à n'en pas tenir compte, surtout dans ces "analyses des pratiques" auxquelles ils sont bien capables de nous inviter ? Quelle histoire ! - Impossible parce qu'impensable, décréteront les plus offusqués des croyants-bien-faire, avant de tourner la page, pour s'enliser dans ces urgences charitables qui leur servent de concret.

Autant de questions et d'hypothèses sans doute un peu abruptes pour des-siner les contours d'une troisième élucidation qui me semble nécessaire : celle qui permettrait de donner du "goût" au "projet global" en le fondant, de la manière la moins ingénue possible, sur une pensée qui ne ferait plus l'impasse sur la triade besoin/désir/demande sociale.

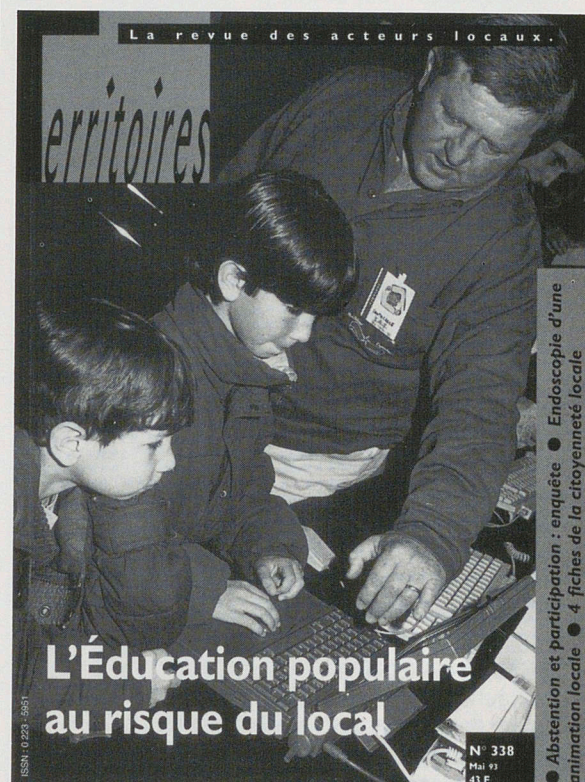
Ma position, en tant que membre individuel de Peuple et Culture, aujourd'hui.

Comme je l'ai déjà laissé entendre plus haut, s'il apparaissait que l'appel insistant à "un projet global" rendait impossible la priorité du débat relatif à la "finalité" de Peuple et Culture sur la phase active d'élaboration du "projet" et que, d'autre part, l'élaboration du dit projet devait ignorer les propositions d'élucidation permettant d'éclairer un peu les "conditions de connaissance, de volonté et de goût" que j'ai tenté d'aborder, il ne me resterait pour m'orienter dans la situation ainsi créée à Peuple et Culture que ce que continue de m'inspirer le Manifeste de 1945 : "le principe de résistance culturelle".

Si le mouvement se révélait incapable d'engager quoi que ce soit qui nous permettrait de nous arracher à l'indétermination, je me réveillerais sans doute à la proposition que j'ai déjà faite en 1988, lors de "l'audit" commandé à Guy Jobert et Christine Revuz : celle d'une belle, grande et musicale fête d'auto-dissolution, suivie éventuellement d'une refondation, s'il se trouve quelques "militants culturels" grisés par la fête, pour s'accorder que l'obligation sociale de toujours "réfléchir" et "gérer" interdit que nous nous laissions aller joyeusement à l'idée que "la culture, c'est la vie avec la pensée" (A. Finkelkraut), à hauteur d'homme (de femme) et non d'organisations improbables.

Pierre
Davreux

L'éducation Un dossier de la revue



Au sommaire :

Education populaire

Au risque du local

Territoires

La solitude du coureur de fond(s)

Entre vitrine commerciale et pédagogie de la libération

François Hannyer

Pour être citoyen

Les centres sociaux : une émergence du local

propos recueillis par Sylvie Barnezet

Qu'est-ce que l'espace local ?

La Fédération nationale Léo-Lagrange pour une démocratie en actes

Alain Sauvreneau

populaire par ses acteurs Territoires¹

Aujourd'hui, les associations Peuple et Culture sont des collectifs de travail qui regroupent des permanents et des bénévoles bien entendu, mais aussi un nombre considérable de travailleurs précaires : contrats à durée déterminée, CES, vacataires, objecteurs de conscience. Financièrement, elles fonctionnent sur des crédits locaux, mais aussi sur des crédits nationaux ou européens transitant par l'Union.

Il s'agit là d'un type d'organisation nouveau qu'il conviendrait d'analyser en tant que tel : il ne s'agit ni d'une entreprise, ni d'une coopérative, mais bien d'une association librement constituée et il n'y a point de répartition des bénéfices. Mais il ne s'agit point non plus d'une association classique : elle sert de banc d'essai pour l'emploi, mais aussi pour l'acquisition d'un véritable professionnalisme. La solidarité peut y être réelle face à l'adversité et constituer un îlot autogestionnaire au sein d'une société durement compétitive. Avec le risque, cependant, que les difficultés puissent entraîner une dépendance accrue vis-à-vis des élus locaux.

Paradoxalement, l'absence de liaison avec les autres forces du mouvement social, notamment les syndicats et les partis, entraîne une demande de forte affirmation de l'association dans le domaine des finalités. Tout se passe comme si le relatif effacement des partis et des syndicats sur le plan de la réflexion philosophique reportait sur l'association une volonté d'un projet global de société. Démarche difficile et hésitante qui provoque

l'élaboration de "morales provisoires" selon Descartes, lesquelles laissent partiellement insatisfait mais génèrent d'intenses débats, qui, à terme, permettront une démarche intellectuelle à la hauteur des défis de notre temps.

Il convient d'en prendre son parti : l'Education populaire ne repose pas, au départ, sur des valeurs partagées, mais elle doit permettre l'expression d'un pluralisme culturel reflétant les espoirs et les angoisses des différents groupes sociaux. Il convient ensuite, patiemment, de créer les conditions d'une écoute réciproque pour détecter les possibilités de valeurs opératoires pour l'action dans une communauté locale. Comment ces valeurs peuvent-elles ensuite être raccrochées à des universaux et à des "impératifs catégoriques"... cela dépend de la volonté et de la créativité des responsables. On ne peut qu'en faire le constat : nous sommes dans une société pluriculturelle. Le problème n'est pas de permettre "la participation" sur le modèle des années 60, mais l'expression culturelle des groupes minoritaires. Puis de renouer les fils en fonction des principes fondateurs de la démocratie. L'éducation populaire, en 1993, a pour objectif de permettre à chaque groupe social d'inventer sa raison d'être, son identité et, en même temps, de contribuer à la redéfinition de valeurs universelles.

Jean-François
Chosson²

1 - N° 338,
mai 93.

2 - Texte extrait
du dossier.

Explorer le monde pour investir le local

Peuple et Culture : favoriser l'autonomie et l'investissement du terrain

Corinne Baudelot

S'attaquer et s'adapter aux transformations sociales

La Ligue de l'enseignement : une version new-look

entretien avec Denis Michel

Retrouver le sens

Les Maisons de jeunes et de la culture : l'espace public

Frank Lepage

Pour un regroupement

Union des foyers de jeunes travailleurs : partir de la demande sociale

entretien avec Jean-Claude Dumoulin

Quel renouveau pour l'Education populaire

Les Foyers ruraux : dans une société rurale en transformation

Claude Brette

L'idée prime sur l'action

Les Francas : pour l'action éducative

Pierre Durand

Faut-il achever les Fédérations ?

Culture et Liberté : le local bafoué

Alain Manach

peuple et culture

de

la lettre

Le numéro 8 de la Lettre de
Peuple et Culture a été tiré en
1 500 exemplaires.
Conception et réalisation : 
Catherine Beaumont

Ont contribué à la rédaction de
ce numéro :
Corinne Baudelot, Catherine
Beaumont, Guy Bonvalot,
Jean-François Chosson, Pierre
Davreux, Jean-Rémi Durand-
Gasselín, l'équipe d'Expo 18
(PEC Languedoc-Roussillon) et
celle du Manège (PEC Haute-
Savoie), Michel Gasperin,
Jean-Claude Lucien, René
Monségur, Jean Vassileff, 
Cathy Vivodtzev

Peuple et Culture
108 - 110 rue Saint Maur
75011 Paris 
Tél. : (1) 43 38 49 00